

SYRIE

*Solidarité avec celles et ceux qui luttent
contre Assad et contre Daech*

Cinq ans après le début de la révolution, le régime syrien et ses alliés continuent de massacrer ceux qui ont osé sortir dans les rues pour demander des réformes, puis, face à la répression, la chute du régime. Et les grandes puissances continuent de regarder les massacres sans sourciller, ou à peine.

Pacifique au début, la révolution s'est armée, pour se défendre. Puis, sur le terrain de cette révolution abandonnée de tous se sont développées, avec l'aide notable de Assad, des forces djihadistes, comme Daech. Mais ces deux forces contre-révolutionnaires ne sont pas arrivées à bout des révolutionnaires

syriens. Poutine, par l'intervention de son armée, aurait sûrement aimé cet hiver, donner le coup final ; ce qui aurait plu à de nombreux gouvernements qui ne souhaitent pas voir une révolution victorieuse. Les intérêts propres des grands de ce monde ont amené à une trêve partielle (rapidement rompue) fin février, négociée entre la Russie et les États-Unis. Les Syriens sont alors ressortis en nombre dans les rues, réaffirmant leur volonté, toujours, que le régime chute.

La solidarité du mouvement ouvrier international, lequel devrait être en première ligne pour l'aide au



peuple syrien et aux autres peuples de la région (dont le peuple kurde), est malheureusement toujours faible. Cette solidarité passe par la diffusion d'informations et la lutte contre les politiques inacceptables de nos gouvernements. Il s'agit notamment d'exiger la fin des bombardements français qui, entre autres, renforcent la propagande djihadiste, et de dénoncer les lois et mesures contre les réfugiés.

Ces derniers mois, des campagnes internationales comme « AlepolsBurning » (face aux massacres à Alep fin avril / début mai) ou la médiatisation de la mutinerie de prisonniers incarcérés à Hama ont eu un écho certain. Cela montre la possibilité et la nécessité d'enfin, partout dans ce monde, briser les chaînes.



Soigner sous les bombes

Plus d'une vingtaine de structures médicales ont été visées par les avions syriens et russes au cours des premiers mois de 2016 ; pour la seule année 2015, Médecin Sans Frontières en avait recensé 94. Depuis 2011, nombre de personnels soignants ont été tués (au moins 730 médecins) et le manque est criant. Une situation qui pourrait être pire sans la pugnacité du personnel médical. Ainsi à l'été 2012, suite à la libération d'une partie de la ville d'Alep, des médecins ont fondé l'Association Médicale Libre, afin de remettre en place un système de santé et de suppléer à la destruction des hôpitaux. L'idée d'avoir une

base arrière près de la frontière turque émerge assez vite.

En 2014, une partie de l'équipe médicale migre au Nord, fonde l'Association des Docteurs Indépendants et construit l'hôpital de Bab al-Salama. Situé à 6km de la frontière, les risques de bombardements sont moindres, les cas graves peuvent être évacués vers la Turquie et du matériel médical peut y être stocké. Malgré le danger, les navettes entre l'hôpital de Bab al-Salama et d'autres centres médicaux de la région (comme l'hôpital pédiatrique d'Alep, situé 40km au sud) sont incessantes. Pour évacuer les blessés, pour réapprovisionner en matériel médical et en médicaments, pour prendre quelques jours de repos, après plusieurs mois passés à Alep à soigner les blessés, et retrouver sa famille réfugiée en Turquie. Une famille que certains, emportés par une bombe, ne reverront pas.

collectif ARS

Avec la Révolution Syrienne



collectif ARS : Alternative Libertaire, Cedetim, Émancipation, Ensemble, L'insurgé, NPA, UJFP, Union syndicale Solidaires

Avec la collaboration du mouvement Nasskouné, et d'autres révolutionnaires syriens



Regain de manifestations

Lors de la trêve partielle qui a débuté le 27 février, de très nombreuses manifestations ont repris en Syrie. Elles se sont tenues dans environ 150 localités différentes, les vendredis de façon souvent organisée à l'échelle du pays ou d'autres jours de façon non synchronisée.

Ainsi le 4 mars, le slogan national fut « *La Révolution Continue* », le 11, ce fut « *Le renouvellement de notre vœu* » (la chute du régime).



La capacité du peuple syrien à descendre dans la rue dès le début de la trêve et à se coordonner à l'échelle nationale pour décider de slogans nationaux

témoigne du très haut degré d'auto-organisation qu'il a acquis au cours des premiers temps de la révolution et qu'il possède encore, ainsi que d'une conscience politique aiguë.

Cela est d'autant plus remarquable quand on connaît les conditions d'existence et la terrible répression qu'il subit depuis 5 ans. Ce sont notamment à partir des conseils locaux, qui existent toujours et structurent au quotidien la vie sociale, que sont organisées ces manifestations.

Parmi les lieux de manifestations et de rassemblements qui se sont tenus du Nord au Sud, trois localités se sont chargées d'une forte symbolique : Maarat al-Naaman dont les habitants manifestent régulièrement et depuis plus de 40 jours contre le front al-Nosra ; Sweida, qui connaît depuis quelques temps une troisième grande vague de manifestations depuis 2011 ; et Qamishli, une ville à majorité kurde d'où était parti le soulèvement kurde de 2004 (très durement réprimé), et qui a fêté le 12 mars l'anniversaire de ce soulèvement avec des slogans notamment contre le régime de Assad.

Et comme aux débuts de la révolution, des messages de solidarité avec les villes les plus réprimées se sont manifestés à travers tout le pays.

La volonté de mettre fin au régime s'est partout manifestée. De plus, dans les manifestations où les islamistes ont essayé d'imposer leur loi ou leur drapeau, ceux-ci ont été chassés.

Maarat al-Naaman

4 avril 2016, une jeune femme de Maarat al-Naaman brandit une pancarte : « *24 jours de manifestations, et nous continuons* ». Depuis le 12 mars au soir, hommes, femmes et enfants manifestent quotidiennement pour exiger le départ du front al-Nosra et la libération des hommes de la division 13 de l'ASL qu'al-Nosra a emprisonnés.

Ces derniers mois, les altercations avec ce front vont croissants. Le 4 mars, al-Nosra a arrêté plusieurs activistes, à Idlib et à Maarat al-Naaman. Et quand le 10 mars, ce front a décidé d'interdire le drapeau de la révolution dans les manifestations, de nombreux civils n'ont pas obéi.

Ainsi à Maarat al-Naaman, le 11 mars, les civils manifestent à nouveau avec les

drapeaux de la révolution et exigent la libération d'un activiste arrêté la semaine passée. Les hommes d'al-Nosra interviennent par la force pour briser la manifestation mais n'y parviennent pas.

Le lendemain, le front al-Nosra accentue l'offensive et arrête des hommes de la division 13 de l'ASL, et en tue huit. Le soir même, hommes, femmes et enfants sont dans la rue ; le jour suivant les locaux du siège d'al-Nosra sont brûlés. Depuis les manifestations ont été quotidiennes et le 11 avril, les prisonniers étaient libérés.



Sweida

Sweida est une localité dans le sud de la Syrie qui dès 2011 a exigé la chute du régime de Bachar al-Assad. Sweida a la particularité d'être en majorité druze. Sweida a connu deux fortes phases de soulèvement, en 2011 et en 2013. Et comme les druzes sont une minorité en Syrie, Assad a tout fait pour que la région ne s'embrace pas. Une troisième phase a pourtant commencé au début de cette année 2016, avec de nombreuses manifestations, contre la corruption, contre l'embrigadement dans l'armée du régime, contre la mascarade d'élections organisée par Assad... et bien entendu pour rappeler que « *le peuple syrien est un* » et que « *le peuple veut la chute du régime* ».

L'Aleppo Media Center

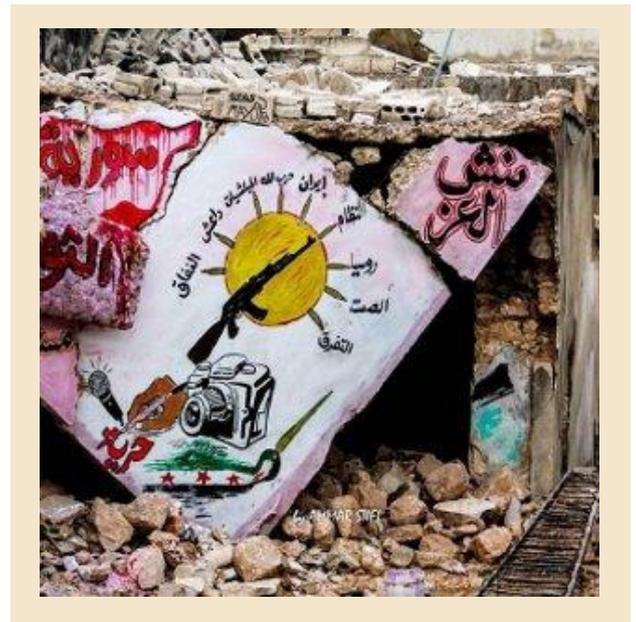


L'Aleppo Media Center (AMC) a été fondé en septembre 2012 par environ 70 personnes, dont 3 journalistes professionnels. Ces derniers vont alors former les autres citoyens-reporters ; et petit à petit chacun va se spécialiser dans différentes tâches (prise de vue, montage, écriture,...). Le centre principal de l'AMC est situé à Alep où, chaque jour et 24h/24h, se retrouvent une vingtaine de journalistes et citoyens-reporter. Les articles de l'AMC proviennent de reportages de terrains et d'informations qui sont envoyés (par talkie-walkie ou téléphone) par les citoyens reporter répartis dans toute la ville d'Alep et dans la campagne environnante.

Avec l'augmentation de la répression et des bombardements, l'activité est devenue plus périlleuse ; mais la possibilité d'exercer librement une activité journalistique en zone libre est restée une constante (il peut y avoir des désaccords avec des groupes armés, mais ceux-ci sont toujours résolus ; en outre l'accès libre au wifi n'est possible qu'en zone libérée). Le centre situé à Alep a été bombardé plusieurs fois, dont trois fois directement (comme en novembre 2013, par 2 obus téléguidés). Depuis 2012, 6 membres de l'équipe ont été tués (un sous la torture et 5 par des bombardements). D'autres ont été arrêtés. En 2015 notamment, 4 membres qui travaillaient en zone tenue par le régime ont été arrêtés, 3 hommes et une femme ; ils seront libérés sauf un qui est tué. Depuis, l'AMC ne fait plus directement de travail de terrain en zone tenue par le régime.

Malgré cela, l'AMC est toujours debout, avec une équipe certes plus petite (35 membres), deux centres (l'un en ville et

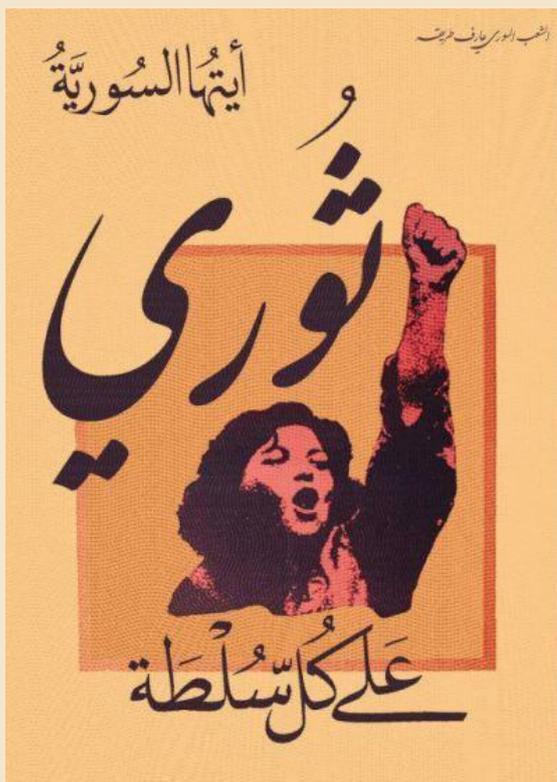
l'autre à la campagne), la tenue de réunions régulières (de 5 à 8 personnes, dans des endroits qui changent et sont tenus secrets). Les informations peuvent être traitées directement par l'AMC : elles se retrouvent alors sous forme d'articles sur le site internet du journal (site électronique mais non papier). Les informations sont également envoyées quotidiennement à plus de 200 agences de presse internationales (avec des liens pour les vidéos). L'AMC réalise également des travaux à la demande pour les agences qui recherchent l'exclusivité.



Les femmes manifestent

En 2011, lors du déclenchement de la révolution syrienne, les femmes sont sorties dans les rues dans de nombreuses localités, aux côtés des hommes ou dans leurs propres regroupements. Toutefois dans certaines localités conservatrices, comme dans la région d'Idlib, elles ne sont pas sorties. Cela n'a pas empêché leur forte implication dans la révolution, en portant par exemple soin aux hommes de leur famille qui ont été blessés lors des manifestations.

Avec la militarisation de la révolution, les femmes ont toujours été très présentes, mais de façon plus discrète. Lors de la trêve partielle début 2016, le monde redécouvre des femmes dans les manifestations. Mais le monde découvre également, pour la première fois, des manifestantes dans certaines régions comme Idlib. Elles qui n'étaient pas sorties en 2011, les voici aux premières loges parfois, avec leurs enfants, exigeant le départ d'al-Nosra et la chute du régime. Elles qui aujourd'hui n'hésitent pas à dire : « *je n'ai pas peur de Assad, alors pourquoi aurais-je peur de mon mari ?* ».





« Amis »... amis

« *Bachar al-Assad ne prendra pas part au gouvernement de transition* ». Ainsi s'exprimait le secrétaire d'État américain... le 22 janvier 2014, dans le cadre des négociations de Genève II.

Deux ans plus tard, le discours a changé, les actes aussi : les États-Unis puis d'autres pays de la coalition internationale sont intervenus en Syrie pour bombarder Daech, un accord historique a été signé en juillet avec l'Iran (allié indéfectible de Assad), les liens entre la Russie (autre allié indéfectible de Assad) et des États-Unis se sont resserrés... En 2016, à travers notamment les négociations dites de Genève III, il apparaît encore plus clairement que les États-Unis cherchent à imposer au peuple syrien le maintien de Assad au pouvoir.

Car ces "amis" ont peur du développement des forces djihadistes, ignorant la capacité du peuple syrien à les combattre, avec les armes ou pacifiquement, et ce d'autant plus facilement quand les bombes syriennes cessent. Peur aussi du développement de milices incontrôlables si le régime tombait, ignorant les massacres actuels des milices "contrôlées" par le régime et la pugnacité des civils en zone libérées à rappeler à l'ordre toute dérive des brigades armées.

Des discours qui permettent à Assad de continuer à bombardier allègrement les zones libres, où les Syriens ont montré qu'ils savaient se gouverner seuls. Des discours en totale opposition aux revendications du peuple syrien et de la révolution syrienne.



Même son de cloche du côté du gouvernement français : « à terme, *Bachar al-Assad devra partir*. À l'issue du processus, il est très clair qu'il ne pourra pas rester à la tête du pays. » (JM Ayrault, 04/2016). Comme pour les États-Unis, le tournant prend racine dans l'expansion importante de Daech à l'été 2014. En France, il a été officialisé en août 2015, quand dans son discours devant les ambassadeurs, Hollande affirma qu'il fallait « *neutraliser* » Assad, affirmation qui fut suivie du début des bombardements français en Syrie visant Daech, de discours passant au second plan les massacres de Assad, d'une intensification des bombardements (après les attentats du 13 novembre notamment)...

Aujourd'hui, nombre de gouvernements « amis » de la Syrie affirment clairement qu'Assad doit rester, et que c'est dans un second temps, au cours ou au terme d'une période dite de transition, qu'il devrait partir... quand l'opposition sera anéantie ?

HajjajCartoon Hajjajcartoon



Des barrières contre l'asile

7,5 millions de déplacés à l'intérieur de la Syrie, 4,6 millions de réfugiés syriens dans les pays limitrophes, 1 million en Europe. L'Union européenne et la Turquie ont signé le 18 mars un accord pour « *offrir aux migrants une perspective autre que celle de risquer leur vie* ».

Comment ? En les enfermant en Turquie voire en les empêchant de sortir de Syrie, car mourir dans la mer Méditerranée, pour ces pays, cela ne fait pas très "propre", mais mourir sous les bombes de Assad ou les coups de Daech, cela ne leur pose aucun problème. Ainsi cet accord prévoit que tout Syrien arrivé par lui-même en Grèce sera renvoyé en Turquie et en échange, l'UE choisira et offrira l'asile à un « bon » Syrien resté en Turquie (dans la limite de 72 000 !). De plus, la Turquie s'engage à renforcer ses frontières avec l'UE, ce qui en réalité accroîtra le rôle des passeurs. Alors que le gouvernement turc massacre les kurdes et emprisonne nombre d'opposants (universitaires, journalistes, magistrats...), l'UE considère la Turquie comme un pays « sûr » pour les réfugiés. Le gouvernement français, qui se dit « ami de la Syrie », s'est totalement engagé pour ces mesures.

Mais la façon dont les gouvernements européens traitent les réfugiés montre que le peuple syrien ne peut les compter parmi ses amis. La lutte contre ces mesures ainsi que l'aide apportée aux réfugiés pour qu'ils puissent vivre (et non simplement survivre) font partie intégrante de notre solidarité avec le peuple syrien et avec la révolution syrienne.